



Paul Magnette

est un ancien ministre-président wallon, actuel maire de Charleroi, et professeur de science politique à l'Université libre de Bruxelles.

Quatre axes pour l'Europe

Interview avec Paul Magnette par Alain Bloëdt

Paul Magnette nous expose ses quatre axes de campagne : la lutte contre le réchauffement climatique, la lutte contre la fraude fiscale, la politique migratoire européenne et le renouvellement de la démocratie. Quatre voies à suivre pour les élections européennes, en exclusivité pour le Progressive Post.

ProgressivePost : Pourquoi vous engagez-vous dans une campagne européenne alors que votre quotidien se passe au niveau local et votre destin au niveau national ?

de Charleroi même si vous êtes élu au Parlement européen. Soutenez-vous le fait que la social-démocratie doit se reconstruire au niveau local pour influencer le niveau national et européen ?

Paul Magnette : D'abord parce que je suis passionné par les questions européennes depuis toujours. J'ai le sentiment que chaque élection européenne est un moment important, mais que celle de 2019 l'est encore plus car nous sommes vraiment dans une configuration politique cruciale pour l'avenir de l'Europe. Le désamour pour l'Europe est plus profond que jamais. On assiste à la montée de populismes divers et la gauche ne sait plus très bien où elle en est... En outre, depuis mon échelle locale, je peux mesurer l'effet extrêmement positif des fonds de cohésion, dont ma ville est une grande bénéficiaire, et qui nous permettent d'investir des dizaines de millions d'euros dans la rénovation de bâtiments destinés à la formation, l'enseignement, l'innovation, la recherche.

PM: Je crois que la social-démocratie doit se reconstruire à toutes les échelles, mais le niveau local et le niveau européen sont aujourd'hui les plus déterminants.

#EP2019 La migration est certes un sujet de campagne compliqué, mais je pense qu'on ne gagne jamais à éluder les questions fondamentales @PaulMagnette



PP: Vous n'avez pas caché que vous resterez uniquement bourgmestre





Nous ne pouvons pas être crédibles sur la scène internationale en prétendant lutter contre les paradis fiscaux et la grande fraude fiscale, si la concurrence et l'évasion fiscales restent possibles au sein même de l'UE



PP: *Quels seront vos axes de campagne, non seulement pour parler à vos citoyens, mais aussi pour influencer le débat général ?*

PM: Je pense que quatre thèmes sont particulièrement fondamentaux et répondent aux attentes des citoyens, à commencer par la lutte contre le réchauffement climatique et la lutte contre la fraude fiscale, qui est liée à la première. L'Europe est, et a été la championne mondiale de cette lutte. C'est elle qui a porté toute la dynamique ayant mené aux Accords de Paris en 2015. Mais aujourd'hui, on voit bien que les actions ne suivent pas, que les gouvernements ne sont pas à la hauteur des engagements qui ont été pris. Pourtant, la population nourrit une forte attente. Je l'observe en particulier en Belgique, où plus de 70 000 personnes manifestent tous les dimanches, relayées désormais le jeudi par les lycéens.

PP: *Quel lien faites-vous avec la fraude fiscale ?*

PM: Si on veut financer la transition écologique, les études montrent qu'il faut un minimum de mille milliards d'euros. Ce n'est pas une somme énorme : c'est ce que nous perdons chaque année à cause de la fraude et l'évasion fiscales.



De grands groupes multinationaux transfèrent les bénéfices d'un pays vers l'autre pour faire de l'optimisation fiscale et verser le moins d'impôts possible, y compris au sein de l'Union européenne. Il faut mettre fin à cette pratique en faisant en sorte qu'il y ait un taux effectif d'au moins 20 % à 25 % sur les bénéfices des entreprises. La somme récoltée permettrait de financer la transition climatique.

PP: *Que ce soit médiatiquement ou politiquement, un jugement et un traitement beaucoup plus sévères de la fraude sociale que de la fraude fiscale apparaissent. Comment l'expliquez-vous ?*

PM: Je crois que les citoyens ne sont pas vraiment conscients que la grande fraude fiscale organisée par les multinationales, ainsi que l'évasion fiscale et tous les systèmes hélas légaux permettant d'éviter l'impôt, font perdre des centaines de milliards d'euros tous les ans aux pouvoirs publics et empêchent de financer cette transition climatique, qui aurait pourtant une dimension sociale fondamentale. Si demain, on pouvait massivement financer l'isolation des bâtiments et logements publics et octroyer des prêts à taux 0 pour les bâtiments privés, on allégerait fortement la facture énergétique des ménages et on rendrait un grand service en termes de pouvoir d'achat. Ce serait un grand pas vers davantage d'équité sociale et fiscale. La transition énergétique contient une importante dimension sociale qu'il faut beaucoup plus mettre en avant.

PP: *Actuellement, le Parlement européen est-il en mesure d'aller à l'encontre des Etats membres qui font blocus sur cette question fiscale ?*

PM: Non, mais il faut effectivement continuer de mettre la pression. Je suis prêt à aller jusqu'à un article 7 fiscal (NDLR: l'article 7 du traité sur l'UE donne la possibilité à l'UE de sanctionner un État membre qui ne respecterait pas ses valeurs fondatrices) qui prévoirait que les pays qui ne jouent pas le jeu, qui essaient d'attirer chez eux les bénéfices des grandes multinationales en les taxant très faiblement, soient sanctionnés en leur interdisant l'accès aux fonds de cohésion ou à la politique d'aide agricole. On ne peut pas penser aux seuls intérêts de son pays d'un côté et demander la solidarité européenne de l'autre.

PP: *Pourrait-on imaginer un espace Schengen de la taxation ?*

PM: Il faudrait commencer avec un petit nombre de pays, comme ça a été le cas avec le traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance. Nous ne pouvons pas être crédibles sur la scène internationale en prétendant lutter contre les paradis fiscaux et la grande fraude fiscale, si la concurrence et l'évasion fiscales restent possibles au sein même de l'Union Européenne, au détriment de l'intérêt public.

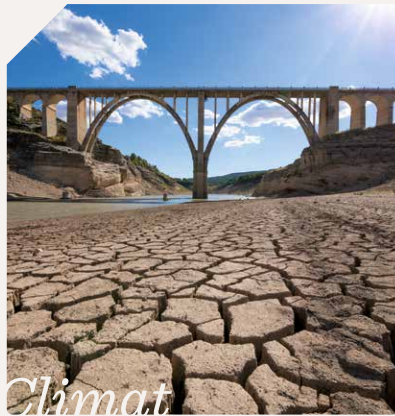
PP: *De quel œil voyez-vous la montée des populismes en Europe et leur influence sur la prochaine campagne ?*

PM: Je crois que stigmatiser le populisme ne sert à rien. C'est même contre-productif. C'est aussi s'exonérer soi-même de ses propres responsabilités. Si une large partie des citoyens soutient aujourd'hui des mouvements populistes, il faut en comprendre les causes. Ces citoyens disent avoir le sentiment qu'une élite vit coupée du reste de la population, et qu'elle favorise ses intérêts et celui des

grands groupes multinationaux et financiers. Il y a là des vérités fondamentales : même si c'est moins sensible qu'aux États-Unis, il est vrai qu'aujourd'hui en Europe se joue une captation du pouvoir par un certain nombre de très grands intérêts très bien protégés et qu'il existe encore un lobbying excessif et inacceptable lorsqu'il empêche par exemple de cesser l'utilisation du glyphosate. Cette rébellion des citoyens est donc finalement juste et saine. Le problème se trouve dans le chemin qu'elle prend. Si elle ne conduit qu'à accuser l'étranger, l'autre, celui qui ne partage pas les convictions religieuses dominantes, elle dresse seulement les citoyens les uns contre les autres. En revanche, si cette critique d'une nouvelle oligarchie devient un levier qui permet de faire avancer des réformes fiscales et sociales, je pense que la gauche a tout intérêt à comprendre quel message se trouve derrière cette tentation populiste.

PP: *La politique migratoire est également un de vos axes de campagne. A-t-on cherché à vous décourager de vous saisir de ce thème ?*

PM: C'est un sujet qui est très compliqué, mais je pense qu'on ne gagne jamais à éluder les questions fondamentales. Aujourd'hui,



contrairement à ce qu'on dit, la crise n'est pas migratoire, même si certains pays sont plus exposés que d'autres, mais politique, autour de l'enjeu des migrations. Or, l'Europe est par excellence un continent d'immigration et d'émigration. La diaspora italienne ou grecque dans le monde est plus importante que la population de la Grèce ou de l'Italie aujourd'hui. L'Europe a donc largement contribué au mouvement migratoire à travers le monde tout en accueillant des populations venant d'Afrique du Nord, d'Afrique subsaharienne ou d'autres régions qui font désormais partie intégrante du peuple européen. Ce fait doit être réaffirmé avec sérénité et en chassant tous les fantasmes qui tournent autour de ces questions. Faire semblant que le débat

n'existe pas, ne pas oser l'affronter, c'est laisser les fantasmes se diffuser largement, au détriment de nos propres valeurs et de nos propres engagements.

PP: *Quelle est votre quatrième axe de campagne ?*

PM: Le renouvellement en profondeur de nos formes démocratiques. L'abstention, les mouvements de contestation, les manifestations spontanées, tous ces mouvements traduisent une forme d'épuisement des formes de la démocratie représentative, en particulier à l'échelle européenne. La faible participation aux élections européennes montre aussi un manque d'intérêt de la part des citoyens pour ce niveau de pouvoir, alors qu'il va profondément déterminer les politiques de l'UE pour les cinq prochaines années et parfois pour bien plus longtemps. Il y a donc un vrai besoin de renouveler en profondeur la manière dont nous faisons de la politique, dont nous impliquons le plus de citoyens possible dans la prise de décision. On doit réfléchir à accroître les contrôles du lobbying à l'échelle européenne. Il faut également stimuler toutes les autres formes de participation. On a créé l'Initiative Citoyenne, qui est une très belle institution, mais qui est encadrée par un ensemble de règles qui l'empêchent de fonctionner dans les faits.

À voir également : l'Interview avec Paul Magnette

Bourgmestre de Charleroi, ancien Ministre-Président de la Wallonie

